



HAL
open science

La Grande Famine en Irlande : introduction

Christophe Gillissen

► **To cite this version:**

| Christophe Gillissen. La Grande Famine en Irlande : introduction. 2019. hal-02422920

HAL Id: hal-02422920

<https://hal-normandie-univ.archives-ouvertes.fr/hal-02422920>

Preprint submitted on 23 Dec 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Christophe Gillissen, « Introduction », in Frank Rynne et Adrian Pole (dir.), *La grande famine en Irlande*. Neuilly-sur-Seine : Atlande, 2015, p. 15-33.

(NB : le texte ci-dessous est une version antérieure de la version imprimée.)

INTRODUCTION

Christophe Gillissen
Université de Caen – Basse-Normandie

La Grande Famine irlandaise constitue un objet d'étude incontournable pour tout angliciste, car s'il est difficile de surestimer son importance du point de vue de l'histoire irlandaise, on ne peut guère la minimiser non plus dans le cadre de l'histoire britannique. En effet, l'Irlande faisait alors partie du Royaume-Uni et relevait à ce titre de la responsabilité du gouvernement britannique. La famine suscita ainsi des réactions multiples et variées dans l'île voisine : le gouvernement prit des mesures pour y remédier, le parlement en débattit à maintes reprises, la presse consacra une multitude de colonnes à la couverture de l'événement, nombre de visiteurs se rendirent en Irlande pour constater les faits ou apporter de l'aide, et la population fut sollicitée par des oeuvres caritatives et confrontée à un afflux d'immigrants irlandais. Si l'impact de cette immigration sur une ville comme Liverpool fut considérable, des flux migratoires de grande ampleur au-delà des îles Britanniques contribuèrent à façonner la société aux Etats-Unis, au Canada et, dans une moindre mesure, en Australie, tandis que les populations à travers l'Empire britannique s'émurent du sort des Irlandais et envoyèrent des dons.

Le retentissement de la famine irlandaise suscita un élan de générosité dans d'autres pays que ceux du monde anglophone, y compris en France. Il s'agit sans doute de la première famine médiatisée à l'échelle de la planète, et compte tenu du développement de l'administration et de la presse britanniques, il s'agit aussi d'une famine bien documentée. Autant la famine irlandaise des années 1740-1741, qui fut peut-être plus meurtrière proportionnellement à la population, se perd dans les brumes du passé, autant celle de 1845-1851 est connue en détail grâce aux multiples témoignages de toute nature à son sujet. Cela étant, l'état des connaissances dénote des angles morts parfois surprenants. Le nombre de morts demeure l'objet de débats par exemple. Les estimations varient entre 500 000 et 1 500 000 victimes, même si un consensus s'est dégagé selon lequel plus d'un million de personnes périrent, soit de faim, soit de maladies associées à la malnutrition : typhus, choléra, dysenterie, fièvre, etc.

Il s'agit donc d'un événement quelque peu paradoxal, d'une ampleur hors norme mais dont certains aspects furent longtemps négligés par les historiens. Jusqu'au milieu des années 1990, l'on recensait peu de travaux sur le sujet, ce qui dénote une hésitation à confronter la réalité d'une catastrophe de premier plan et les questions associées de la responsabilité et de la culpabilité. Cela tient en partie au statut longtemps controversé de l'Irlande du Nord, qui fut séparée du reste de l'île en 1920 et qui connut un conflit larvé entre 1968 et 1998. L'opposition entre l'Armée républicaine irlandaise (IRA) et les forces britanniques parasitait en effet les discussions sur la Grande Famine : reconnaître la responsabilité de Londres vis-à-vis des victimes de 1845-1851 pouvait être perçu comme une manifestation de soutien, sinon une caution, aux attentats de l'IRA.

Des appellations multiples

Ces difficultés se retrouvent dans le flou qui subsiste quant à l'appellation et la chronologie de l'événement. Les termes de « Grande Famine » (*Great Famine*), consacrés par l'usage, permettent de la distinguer des autres famines qui ponctuèrent le XIX^e siècle irlandais, mais il s'agissait là d'épisodes de disette locales et saisonnières, alors qu'en 1845-1851, malgré d'inévitables variations régionales, la famine frappa l'ensemble de l'île, et ce pendant plusieurs saisons de suite, ce qui lui confère son caractère singulier. Au vu de la saignée subie par la population de l'île, on ne peut guère contester la pertinence du qualificatif « grande ».

Malgré tout, des terminologies alternatives existent, avec des implications historiographiques dont il convient de préciser la portée. Dans une perspective nationaliste, l'expression « la Grande Faim » (*the Great Hunger*) est souvent privilégiée, car elle a le mérite de rappeler que l'Irlande était alors un important exportateur de produits agricoles et que même pendant les années de disette, des cargos entiers de blé, de bétail et de produits laitiers quittèrent les ports irlandais à destination du marché britannique. En d'autres termes, nombre d'Irlandais sont morts de faim alors même que la nourriture était abondante dans l'île. En évoquant la « Grande Faim », l'accent n'est plus mis sur une pénurie somme toute relative, mais sur les souffrances des plus pauvres, qui n'eurent pas accès aux réserves de nourriture existantes et qui furent dès lors condamnés. Par là-même, l'on soulève les enjeux de la répartition des fruits du travail de la terre et des limites de la politique de secours du gouvernement.

Autre intérêt de ce choix lexical : il correspond davantage à l'appellation gaélique de la famine (*An Gorta Mór*). Or les régions gaélophones du sud (province du Munster) et de l'ouest (Connaught ou Connacht) payèrent un lourd tribut, tandis que les populations de l'est (Leinster) et du nord (Ulster) de l'île, majoritairement anglophones et plus aisées, furent moins touchées. Une variante, *An Drochshaol* – qui pourrait se traduire par les « temps difficiles » – restitue aussi le vécu de ces petits paysans de l'ouest. Aux Etats-Unis, où une proportion non-négligeable de la population descend d'immigrés irlandais, l'on évoque plutôt la « Famine irlandaise » (*the Irish Famine*) ou la « Famine de la pomme de terre » (*the Potato Famine*), pour en préciser l'origine géographique ou causale.

Une mémoire incertaine ?

On le voit, l'événement présente un caractère multiforme, qui ne cesse d'interroger les chercheurs, même si la production historiographique avant la fin du XX^e siècle fut assez restreinte. Outre le contexte politique en Irlande du Nord, cela s'explique par la nature apocalyptique de la Grande Famine. D'un point de vue quantitatif, les recensements indiquent que la population de l'île chuta de 8,17 millions en 1841 à 6,55 millions en 1851, mais ces statistiques peinent à rendre compte de l'épreuve endurée par des centaines de milliers d'individus. Séjours dans les *workhouses* – « bastilles des pauvres » selon l'expression de Dickens –, corvées mal rétribuées dans le cadre de travaux publics, expulsions brutales de leur logement, queues à la soupe populaire, squelettes quémendant de porte en porte, cadavres jonchés le long des routes, enfants abandonnés, cas de cannibalisme, etc. : le cortège de souffrances et d'horreurs défie l'imagination. Rien d'étonnant à ce que cette mémoire n'ait été que peu ou partiellement transmise aux nouvelles générations, ou à ce que les historiens aient par la suite hésité à aborder un sujet aussi dérangeant.

En outre, la Grande Famine constitue une rupture dans l'évolution des relations anglo-irlandaises. L'Acte d'Union, voté en 1800, n'avait pas emporté l'adhésion des Irlandais, loin s'en faut, mais nombre de catholiques furent prêt à lui accorder le bénéfice du doute dans la mesure où le Premier ministre britannique, William Pitt, avait clairement laissé entendre que l'Union serait accompagnée de mesures législatives leur permettant d'accéder à des positions officielles, comme celle de député, à l'instar des protestants anglicans (*Catholic Emancipation*). Or le roi George III y opposa son veto, estimant ces réformes incompatibles avec le serment prononcé lors de son sacre, par lequel il s'était engagé à défendre les privilèges de l'Eglise établie dont il était

le chef. Cela contribua à creuser la défiance des catholiques à l'égard de l'Etat britannique, et la campagne menée par Daniel O'Connell pour finalement arracher ce droit en 1829 peut être considérée comme l'événement fondateur du nationalisme irlandais. Par la suite, la Grande Famine contribua à légitimer le discours nationaliste dans la mesure où la plupart des Irlandais eurent l'impression qu'ils avaient été abandonnés, voire sacrifiés, par Londres.

Cependant, la réalité des années de disette ne cadre pas toujours avec le récit nationaliste. Des rapports de force d'une grande violence opposèrent des Irlandais catholiques entre eux, que ce soit entre agriculteurs et travailleurs agricoles ou entre commerçants et clients par exemple. Certains n'hésitèrent pas à profiter de la famine pour s'emparer des terres des plus vulnérables, tandis que d'autres s'enrichirent grâce à des crédits usuriers imposés à des personnes dans le besoin. Ces aspects de la Grande Famine furent généralement occultés de la mémoire collective, au profit de faits plus conformes à l'historiographie nationaliste, qui tend à opposer protestants et catholiques, Britanniques et Irlandais.

Bornes chronologiques

Différentes dates sont proposées pour situer la Grande Famine dans le temps. L'année 1845 est généralement retenue pour en marquer le début, car c'est en septembre de cette année que l'apparition en Irlande du mildiou, maladie cryptogamique, fut confirmée pour la première fois. La récolte de pommes de terre, exceptionnelle par son volume, ne fut toutefois que partiellement affectée : si 15 millions de tonnes furent produites en 1844, 10 millions furent malgré tout récoltées en 1845, contre 3 millions seulement en 1846 et en 1847. Par ailleurs, les mesures rapidement mises en oeuvre par le Premier ministre, Robert Peel, permirent d'éviter le pire : aucune victime ne fut déplorée avant la chute du gouvernement conservateur à la fin du mois juin 1846. De ce point de vue, l'on peut considérer que la Grande Famine ne débuta réellement qu'à l'automne 1846.

La mémoire populaire, pour sa part, se focalise sur l'année « noire » que fut 1847 (*Black '47*) – exceptionnelle du point de vue de la mortalité et de l'émigration –, ce dont plusieurs auteurs et historiens s'inspirèrent par la suite, évoquant ainsi la famine de 1845-1847. Il faut sans doute y voir aussi l'influence de la version officielle, car lorsqu'il apparut que la récolte de 1847 n'avait pas été affectée par le mildiou – la faible production de pommes de terre s'explique essentiellement par la désorganisation sociale, le manque de semis, et l'hésitation des paysans à semer à nouveau après deux saisons désastreuses –, le gouvernement considéra que la famine était finie. Cette position, qui visait en fait à justifier des inflexions majeures dans sa politique de secours, fut notamment défendue par Charles Trevelyan, secrétaire général du ministère des Finances (*Treasury*) et principal responsable des opérations d'aide. Il publia un compte rendu détaillé de la famine et des mesures pour y faire face dans le numéro de janvier 1848 de l'*Edinburgh Review*, affirmant que la « crise irlandaise » avait été surmontée. Mais des travaux plus récents ont montré que l'année 1849 fut presque aussi meurtrière que 1847.

L'on s'accorde souvent sur la pertinence de l'année 1851 pour délimiter la fin de la Grande Famine, mais quelques auteurs retiennent 1852, sans qu'il soit aisé de trancher, car si le mildiou n'affecta plus que des localités périphériques à partir de 1850, nombre d'organismes très affaiblis par des années de disette lâchèrent par la suite, tandis que maintes familles sollicitèrent encore longtemps l'assistance publique. Il n'est donc guère aisé de situer précisément la fin de la Grande Famine, d'autant qu'elle contribua à des changements durables dans la société irlandaise, notamment en ce qui concerne l'émigration et les pratiques de transmission de la terre. Cela étant, l'année 1851 correspond à la publication des résultats du recensement décennal, qui confirma l'étendue des dégâts que peu de Britanniques avaient reconnue jusque-là, et constitue à ce titre une borne pertinente. En outre, malgré l'optimisme de l'auteur du rapport de ce recensement, qui présenta les résultats comme tout à fait encourageants, le contraste étant on ne peut plus saisissant entre les deux îles en 1851 : alors que l'Irlande était exsangue, la Grande-Bretagne célébrait sa prospérité et son expansion impériale à l'occasion de la Grande Exposition.

Une spécificité irlandaise

Comment expliquer l'impact aussi dévastateur du mildiou en Irlande ? La question mérite d'être posée, car la maladie, originaire semblerait-il du Chili, frappa d'abord la côte est des Etats-Unis, puis le continent européen, avant d'affecter les Iles britanniques. Or, sans chercher à minimiser leurs difficultés, force est de constater qu'aucune de ces régions ne connut une mortalité comparable à celle de l'Irlande. La question est d'autant plus troublante que l'Irlande faisait partie de l'Etat le plus développé, sinon le plus riche, au monde. Plusieurs éléments de réponse peuvent être proposés.

Tout d'abord, la dépendance presque totale d'un grand nombre d'Irlandais – environ un tiers de la population – vis-à-vis de la pomme de terre. Si ce légume était cultivé assez largement en Europe et en Amérique du Nord, aucune population n'y était aussi dépendante que les trois millions d'Irlandais les plus pauvres, qui vivaient pour l'essentiel dans l'ouest et le sud de l'île et dont le régime quotidien était constitué presque exclusivement de pommes de terre. Dès lors que ces dernières vinrent à manquer, ils se retrouvèrent complètement démunis, alors qu'ailleurs d'autres cultures et le secteur industriel permirent de limiter les dégâts.

L'importance de la population à secourir était nettement plus élevée en Irlande qu'ailleurs, tandis que les infrastructures de transport et réseaux de distribution étaient quasi-absents dans les régions les plus touchées par la famine. De même, les grands propriétaires terriens, élite sociale et économique de l'époque, étaient très épars dans ces régions, alors que leur rôle dans la mise en oeuvre des chantiers publics et dans le lancement d'initiatives caritatives était essentiel.

Plus généralement, le système agraire en Irlande se caractérisait par des dysfonctionnements majeurs. Les relations entre propriétaires fonciers et paysans étaient souvent exécrables, en raison de contentieux historiques et de clivages d'ordre politique, religieux, linguistique et ethnique. En outre, les petits paysans irlandais, qui vivaient dans une pauvreté et une précarité extrêmes, étaient particulièrement vulnérables. Le moindre aléa était susceptible de les plonger dans une misère totale, mais une catastrophe comme le mildiou ne leur laissait quasiment aucune chance.

Enfin, même après près d'un demi-siècle, l'Union entre la Grande-Bretagne et l'Irlande, votée en 1800, n'avait toujours pas abouti à une véritable assimilation des deux îles au sein du Royaume-Uni. Au contraire : l'impatience britannique au vu du peu de résultats des multiples réformes menées en Irlande n'eut d'égal que le ressentiment irlandais contre une union politique perçue comme une annexion, voire une sujétion coloniale, ou en tout cas étrangère. Ce manque d'empathie se traduisit du côté britannique par une politique de secours insuffisante, ainsi que par une certaine indifférence face aux souffrances du peuple irlandais.

Une paysannerie précaire

Les liens juridiques entre les paysans irlandais et leurs terres relevaient de statuts multiples, qui peuvent être ramenés à trois grandes catégories : les propriétaires à vie (*freeholders*), les détenteurs de baux (*leaseholders*), et les locataires sans baux (*tenants at will*). La première catégorie apparut en 1782, lorsque la loi permit aux catholiques de devenir propriétaires de leur terre et de la transmettre à leurs descendants. Après 1793, ils obtinrent le droit de vote dès lors que leur exploitation était évaluée à 40 shillings ou plus. Nombre de grands propriétaires en vinrent à multiplier les exploitations de ce genre, afin d'accroître leur influence politique lors des élections¹.

Une autre loi, datant de 1777, permettait aux catholiques de jouir de baux de longue durée (*leaseholders*), dans la limite de 999 ans, même si la plupart portait sur des durées inférieures, de 21 à 61 ans en général. Ces baux apportaient une certaine sécurité tant que le loyer était payé, même s'ils s'accompagnaient de taxes (*stamp duty*) et de paiements (*finances*) parfois dissuasifs lors

¹ Le vote à bulletin secret ne fut introduit qu'en 1872.

de leur renouvellement. En outre, en cas de litige, il n'était pas aisé pour un paysan de faire valoir son droit au tribunal, face à un propriétaire assisté d'avocats.

Enfin, la troisième catégorie de paysans – de loin la plus importante – vivait dans une grande précarité, son occupation de la terre pouvant être dénoncée à tout moment avec un préavis de six mois. De surcroît, le loyer pouvait être revu à la hausse, tandis qu'aucune amélioration apportée à la parcelle n'était dédommée lorsque le paysan en partait. Or contrairement à l'Angleterre, le propriétaire irlandais n'était nullement tenu de fournir un logement ou de clôturer la parcelle. Il incombait donc au paysan de se construire un abri, mais si celui-ci était un tant soit peu élaboré, la valeur de la parcelle s'en trouvait accrue, et le risque était que le propriétaire augmente le loyer ou expulse le locataire pour le remplacer par un nouveau prêt à payer le prix. En d'autres termes, l'incitation à s'en tenir au strict minimum était très forte du point de vue des paysans, car les malheureux qui se donnaient de la peine pour améliorer leur exploitation – en creusant des tranchées de drainage, en amendant la terre, en retirant les pierres, en posant des clôtures, en rendant le toit étanche, etc. – perdaient souvent le fruit de leur travail².

Parmi ces petits paysans, les plus misérables étaient ceux dont le bail ne courait que sur 11 mois et ne concernait qu'un lopin réduit, tout juste suffisant – du moins si la récolte était bonne – pour nourrir une famille. En contrepartie, le petit paysan devait au fermier un nombre fixé de jours de travail – en général entre 180 et 240 –, le reste du temps étant consacré à la culture de son propre lopin. Par ce système (*conacre*), le paysan assumait seul le risque d'une mauvaise récolte. Des stratégies avaient été développées pour faire face aux mauvaises récoltes : on vendait le cochon, afin de ne plus avoir à le nourrir et pour avoir un peu d'argent, on gageait les quelques biens de la famille, on sollicitait l'aumône, on partait travailler en Ecosse, ou encore on trouvait un emploi sur les travaux publics lancés en temps de disette.

Une île surpeuplée ?

Cette situation précaire était liée la croissance exceptionnelle de la population irlandaise entre le dernier tiers du XVIII^e siècle et la moitié du XIX^e. Le recensement de 1841 montra qu'elle atteignait près de 8,2 millions de personnes. Contrairement à la Grande-Bretagne, l'industrie, peu développée, ne permit pas d'absorber cette main-d'œuvre abondante. La pression foncière devint donc toujours plus forte, malgré une émigration en hausse. Les parcelles de terre étaient souvent divisées, soit par des parents désireux de donner à leurs enfants les moyens de fonder une famille, soit par des propriétaires cherchant à maximiser leurs profits.

En effet, les guerres révolutionnaires et napoléoniennes provoquèrent une flambée des prix des denrées et, par la même occasion, des loyers. Maints propriétaires divisèrent alors leurs terres afin d'en louer de nombreuses parcelles à des fermiers, qui à leur tour sous-louèrent des lopins à de petits paysans. Dans d'autres cas, les grands propriétaires avaient accordé des baux à long terme à des intermédiaires (*middlemen*), qui sous-louaient la terre de manière très lucrative, avec parfois un ou deux degrés de sous-location supplémentaires.

Ces divisions successives de la terre ne furent possibles que grâce à la pomme de terre. En effet, elle est beaucoup plus productive que n'importe quelle autre culture : il faut une superficie trois fois supérieure de blé par exemple pour produire la même quantité de nourriture. Avec un travail intensif de préparation du sol, mille mètres carrés environ de pommes de terre pouvaient suffire à nourrir une famille, même s'il fallait alors opter pour une variété productive mais insipide, la *lumper*. Ces familles pauvres n'avaient pas besoin de bête de trait pour labourer, une bêche suffisait pour semer la pomme de terre. En outre, la pomme de terre pousse fort bien dans l'ouest de l'Irlande, où le climat humide n'est guère propice à la culture du blé ou de l'avoine. Elle n'épuise pas le sol et ne nécessite pas de jachère, encore qu'elle s'inscrive de manière avantageuse dans une rotation des cultures. Elle protège la terre du lessivage, et sa culture est possible là où aucune autre ne serait envisageable : terrains rocailloux ou marécageux, ou encore

² L'Ulster constituait une exception, dans la mesure où le droit coutumier permettait au locataire sortant de céder son investissement à son successeur.

à flanc de coteaux. Enfin, la pomme de terre, dès lors qu'elle est accompagnée de lait ou de légumes verts, constitue un régime complet. Agrémentée à l'occasion de poisson, elle prévient les carences alimentaires.

A bien des égards, la pomme de terre était parfaitement adaptée aux circonstances irlandaises, ce qui explique son développement extraordinaire entre la fin du XVIII^e siècle et le début du XIX^e. Elle contribua à l'émergence d'un système agraire à deux vitesses. D'une part, une agriculture commerciale, fondée sur le blé, l'orge et l'avoine, ainsi que l'élevage, était largement tournée vers l'exportation. D'autre part, une culture vivrière, reposant presque exclusivement sur la pomme de terre, permettait de nourrir une main-d'œuvre abondante et peu onéreuse pour les grands exploitants et les fermiers.

Mais le retour de la paix en 1815 fut accompagné d'un effondrement des cours du blé. Les loyers ne pouvant plus être payés, ils furent revus à la baisse, tandis que le nombre d'intermédiaires fut réduit. Le gouvernement britannique instaura des droits de douane sur les importations de céréales (*corn laws*) pour protéger les propriétaires terriens, mais la tendance agraire fut durablement inversée. Il s'agissait désormais de remembrer les terres, notamment pour passer de la culture à l'élevage. En outre, le cens fut relevé de 40 shillings à 10 livres en 1829, réduisant l'électorat de 216 000 à 37 000 personnes. Dès lors, les propriétaires n'avaient plus aucune raison de garder les petits paysans qui ne pouvaient plus voter pour eux. Mais ces derniers étaient fort attachés à leurs terres, seul moyen de survie.

Une grande pauvreté

Différentes solutions avaient été envisagées par le gouvernement britannique, telles la mise en valeur de terres non cultivées ou l'aide à l'émigration. Il faut dire que la pauvreté des petits paysans irlandais avait de quoi heurter les visiteurs britanniques ou étrangers. Gustave de Beaumont, qui s'y rendit à deux reprises avant la famine, y consacra plusieurs pages dans son ouvrage (*L'Irlande sociale, politique et religieuse*, 1839), estimant que leur condition était inférieure à celle des Amérindiens et des Africains.

De fait, alors que les conditions des autres classes sociales s'étaient améliorées au fil des décennies, cette population très pauvre avait vu les siennes se dégrader. Leurs cabanes étaient sales et sombres, la porte servant à la fois de fenêtre et de cheminée. La seule clarté provenait du feu de tourbe, autour duquel toute la famille vivait dans l'unique pièce en compagnie du cochon. Le purin, utile pour amender la terre, était stocké à l'extérieur, à proximité de la porte. Parmi les quatre catégories de logement identifiées par le recensement de 1841, la proportion de mesures rudimentaires de ce type était fort importante : environ 40 % à l'échelle de l'île, mais dans les comtés occidentaux et méridionaux de l'île, elle dépassait souvent les deux tiers, et parfois les quatre cinquièmes.

Les vêtements, souvent en mauvais état, étaient parfois insuffisants en nombre pour vêtir toute la famille, dont les membres s'habillaient alors à tour de rôle pour aller à la messe. Les repas étaient d'une monotonie lancinante : pommes de terre au petit déjeuner, au déjeuner et au dîner. En outre, la récolte annuelle ne pouvait guère se conserver au-delà de neuf ou dix mois ; si chaque année, entre juin et août, une minorité parvenait à acheter des vivres à crédit, la majorité avait recours à la mendicité ou partait travailler en Grande-Bretagne. La vie des petits paysans n'était donc guère facile même lorsque les récoltes étaient bonnes. Lorsqu'elles étaient affectées par une saison pluvieuse ou une gelée précoce, les arriérés de fermage s'accumulaient vite, avec le risque accru d'une expulsion.

Pourtant, cette misère doit être nuancée. Le régime des petits paysans était complet, à défaut d'être varié. Les paysans ne souffraient pas de carences alimentaires majeures, comme en témoigne le fait que la taille moyenne des Irlandais comptait parmi les plus hautes d'Europe. Et si la mortalité infantile était plus élevée qu'en Grande-Bretagne, l'espérance de vie des adultes était sensiblement équivalente. Par ailleurs, la tourbe, disponible en abondance, permettait de chauffer les cabanes et cuire les pommes de terre. Enfin, la population irlandaise était connue pour son accueil et sa joie de vivre : avant la Grande Famine, tous les visiteurs, après le choc

initial à la vue des haillons et des mesures, notèrent la bonne humeur et l'hospitalité exemplaire de ces humbles gens.

Des propriétaires terriens décriés

Le système agraire irlandais se caractérisait par des relations conflictuelles, exacerbées par la croissance démographique et une structure féodale peu satisfaisante. Le rapport de la Commission Devon, publié en 1845, signala de nombreux problèmes dans les relations entre propriétaires et locataires, mais ses recommandations ne furent pas suivies d'effet, à l'exception du cas des domaines grevés de dettes (*encumbered estates*).

En effet, parmi les quelque 10 000 grands propriétaires terriens irlandais de l'époque, nombre d'entre eux peinaient à dégager des bénéfices, en raison de dettes accumulées au fil des décennies et de la baisse des cours du blé depuis 1815. S'y ajoutait souvent un train de vie dispendieux, notamment dans le cas des absentéistes (*absentee landlords*) qui préféraient vivre à Londres où la vie sociale était plus attrayante. Ils n'investissaient guère dans leurs domaines, leur principal souci étant de percevoir leurs loyers. D'autres propriétaires, résidents, préféraient investir dans des jardins d'agrément ou des bâtiments de prestige plutôt que dans leurs exploitations.

La grande majorité était protestante et n'entretenait que peu de rapports avec leurs métayers catholiques, laissant à leurs gérants (*agents*) la tâche de collecter les loyers. Ces agents, souvent intransigeants et avides, profitaient de la forte demande pour exiger des loyers élevés, sans commune mesure avec le potentiel réel des parcelles. Les terres étaient parfois mises aux enchères, l'offre la plus élevée étant retenue. La corruption était fréquente, soit que le paysan espérait obtenir un délai dans le paiement de son loyer et se protéger contre une expulsion, soit qu'un autre cherchait à lui prendre sa parcelle.

En cas de défaut de paiement, les récoltes étaient saisies (*distrain* ou *distress*) et vendues, sans que le bailli présente toujours un mandat. Dès que les arriérés atteignaient six mois, le paysan pouvait être expulsé, mais dans la pratique la plupart des paysans était en arriérés de six mois en permanence. Quant à la procédure judiciaire, elle n'était pas toujours suivie par le propriétaire qui, jouant du bâton et de la carotte, parvenait à faire partir le locataire, par exemple en lui remettant une petite somme forfaitaire. Pour s'assurer qu'il ne reviendrait pas, la toiture, voire la maison entière, était démolie. D'autres n'hésitaient pas à envoyer des notices d'expulsion, non pas pour les mettre en œuvre, mais pour intimider les paysans et s'assurer qu'ils paieraient bien leur loyer, ou encore pour se venger d'un locataire qu'ils n'appréciaient pas.

Les propriétaires terriens irlandais devinrent la cible des journaux britanniques pendant la Grande Famine, d'autant plus que nombre d'entre eux rechignaient à payer les impôts locaux destinés à financer l'assistance publique (*poor rate*). Il convient de rappeler toutefois que bien des propriétaires menèrent une action exemplaire pendant la famine, malgré de réelles difficultés liées à leurs dettes, à une pression fiscale toujours plus forte, et à des arriérés de fermage massifs.

Une violence endémique ?

La complexité de la loi permettait aux propriétaires et agents peu scrupuleux de faire payer aux locataires des sommes indues ou de les faire expulser. Ces pratiques amenèrent nombre de paysans à former des organisations clandestines (*Ribbonmen*), dont le but était de sanctionner les abus par la violence. Un propriétaire qui relevait brutalement le loyer s'exposait à des atteintes contre ses biens et son cheptel, voire contre sa vie, tout comme un paysan qui reprenait la parcelle d'un autre. Ces crimes agraires (*agrarian outrages*) étaient punis par la loi, mais outre le fait qu'il n'était pas aisé d'identifier les coupables, qui agissaient en général de nuit, les jurys populaires se montraient souvent indulgents.

Le gouvernement britannique passa maintes lois d'exception afin de rétablir l'ordre : envoi de troupes supplémentaires, suspension de l'habeas corpus, amendes collectives, restriction sur la liberté de circulation et le port d'armes, etc. Si ces mesures étaient par définition temporaires,

elles furent promulguées à une telle fréquence que l'Irlande ne fut gouvernée de manière « normale » que cinq ans entre l'Union et la Grande Famine. C'est ainsi que les Britanniques en vinrent à s'interroger sur la « question d'Irlande » : comment faire pour assimiler cette région au sein du Royaume-Uni ? A chaque fois qu'ils pensaient avoir trouvé la réponse, une nouvelle revendication était formulée : après l'Emancipation catholique, la question de la dîme prélevée par l'Eglise anglicane sur tous les habitants, puis, pendant les années 1840, l'abrogation de l'Union elle-même.

La mobilisation à grande échelle lancée par Daniel O'Connell suscita des craintes de l'autre côté de la mer d'Irlande en raison des grandes manifestations (*monster meetings*) qui ponctuèrent la campagne. Elle était pourtant pacifique, O'Connell étant résolu à obtenir l'indépendance par la voie constitutionnelle, mais en l'absence de résultats, une partie de son mouvement – la Jeune Irlande (*Young Ireland*) – fit sécession et organisa un soulèvement en juillet 1848, rapidement réprimé. Ces violences, ajoutées aux gains électoraux du mouvement d'O'Connell en 1847, furent perçues comme l'expression d'une ingratitude colossale de la part des Irlandais, et encouragèrent Londres à revoir ses mesures d'assistance à la baisse.

L'opinion britannique fut davantage choquée par le meurtre de propriétaires terriens que par les expulsions de plus en plus nombreuses, et parfois illégales. Denis Mahon, propriétaire à Strokestown dans le comté de Roscommon, encouragea ses fermiers à émigrer, leur offrant le voyage en Amérique, mais seules 217 familles – soit 810 personnes – acceptèrent. Près d'un tiers (268) périt en mer, tant les conditions à bord des navires affrétés étaient déplorables. Les trois mille autres personnes vivant sur ses terres furent expulsées, pour mourir sur les routes ou dans les *workhouses* dans les mois suivants. Le 2 novembre 1847, il fut assassiné, provoquant une vague d'indignation en Grande-Bretagne et l'adoption d'une nouvelle loi d'exception. La presse accusa le prêtre de la paroisse d'avoir incité ses ouailles au meurtre dans ses sermons.

A rebours de l'image d'une Irlande rebelle et violente, les visiteurs étrangers soulignèrent pour leur part le calme, voire la résignation, des paysans irlandais face au malheur et à la mort. Et plusieurs notèrent que lors d'attroupements susceptibles de dégénérer, les prêtres désamorçèrent souvent des situations tendues. Mais les Britanniques avaient du mal à accepter les Irlandais en tant que citoyens à part entière du Royaume-Uni, en raison notamment du catholicisme de la grande majorité d'entre eux (environ 80 %). En effet, l'identité britannique s'était forgée en partie contre l'Eglise catholique, perçue comme obscurantiste et despotique, et les difficultés persistantes en Irlande sous l'Union – tensions politiques, pauvreté, crimes agraires – renforcèrent ces préjugés.

Des mesures officielles contestées

Cela explique sans doute en partie pourquoi la politique de secours du gouvernement britannique pendant la Grande Famine s'avéra insuffisante, surtout à partir de l'automne 1846.

Au début, le gouvernement conservateur de Robert Peel eut recours à des solutions qui avaient fait leurs preuves lors de disettes antérieures, notamment en 1816-1817 et en 1822 : des chantiers publics financés à moitié par l'Etat furent lancés, afin de garantir un revenu minimum aux personnes démunies, tandis des dépôts de ravitaillement furent mis en place pour vendre de la farine de maïs achetée sur fonds publics aux Etats-Unis. Mais lorsque Peel abrogea les lois sur le Blé (*corn laws*) en juin 1846, il fut abandonné par nombre de ses députés, dans la mesure où il allait à l'encontre des intérêts de l'électorat naturel de son parti : les propriétaires terriens qui bénéficiaient de ces mesures protectionnistes. Privé de majorité parlementaire, il n'eut d'autre choix que de démissionner.

La politique menée par le gouvernement libéral de John Russell fut beaucoup moins favorable à l'Irlande, tant la priorité semblait être de réduire le coût de l'assistance aux affamés. L'Etat ne participa plus au financement des travaux publics, se contentant d'avancer l'argent, tandis que la vente à prix coûtant de nourriture fut abandonnée afin de ne pas perturber le jeu du marché et les intérêts des marchands de blé. En outre, un contrôle renforcé des travaux publics et une rémunération à la tâche furent instaurés, tant l'on soupçonnait les Irlandais de s'y prélasser.

Leur désarroi était pourtant tel qu'ils y affluèrent toujours plus nombreux, alors même que les salaires s'avèrent vite insuffisants face à la flambée des prix provoquée par la pénurie. Des routes inutiles et souvent inachevées apparurent à travers le pays, tandis que le budget des travaux fut multiplié par 10 par rapport à l'année précédente, sans pour autant prévenir des décès en grand nombre. Au printemps 1847, le gouvernement changea de stratégie : les chantiers publics furent arrêtés, et un réseau de distribution de soupe fut mis en place, le temps de mettre en oeuvre une nouvelle solution.

Celle-ci reposait sur la Loi sur les Pauvres, adoptée en 1838, en vertu de laquelle des « ateliers de travail » (*workhouses*) avaient été construits à travers l'île. Toute personne sollicitant l'assistance publique pouvait s'y rendre, et si elle était acceptée, y était logée et nourrie gratuitement. En revanche, afin d'éviter tout abus, les conditions y étaient délibérément repoussantes : les familles étaient séparées, la nourriture peu appétissante, et le travail obligatoire. L'enfermement n'était pas sans rappeler l'univers carcéral. A la veille de la Grande Famine, environ 100 000 places étaient disponibles à travers l'île, mais ce système n'avait pas été prévu pour faire face à une famine de grande ampleur. Malgré tout, à partir de l'automne 1847, les Irlandais dans le besoin n'eurent plus d'autre recours pour échapper à la faim. Les *workhouses* furent vite remplis, parfois bien au-delà de leur capacité, créant ainsi une promiscuité désastreuse au plan sanitaire, les maladies contagieuses y faisant des ravages.

En outre, ces *workhouses* étaient financés par un impôt local spécifique (*poor rate*), dont le montant, calculé à partir de la valeur des exploitations de la circonscription, était proportionnel aux coûts de fonctionnement du *workhouse*. Nombre de propriétaires terriens et de fermiers ne purent y faire face, mais le gouvernement refusa d'abonder les budgets locaux, estimant que la pauvreté irlandaise relevait de la seule responsabilité des propriétaires terriens irlandais.

Une politique dogmatique

Ces mesures furent soutenues par la presse britannique, qui n'hésitait pas à représenter les Irlandais comme des êtres violents, frustrés et vivant aux crochets de la Grande-Bretagne. Le *Times* en particulier mena une campagne soutenue contre toute aide supplémentaire à destination de l'Irlande, arguant qu'il s'agissait d'un gouffre sans fond puisque la racine du problème était liée au comportement irresponsable des Irlandais : paresseux et imprévoyants, ils se reposaient sur l'assistance britannique dont il fallait coûte que coûte les sevrer, sous peine de nuire à l'économie britannique tout entière.

Ces arguments furent développés et relayés par d'autres organes et auteurs, parmi lesquels des intellectuels comme Nassau William Senior ou des hauts fonctionnaires comme Trevelyan. De leur point de vue, la famine était une illustration éclatante des défaillances morales des Irlandais, tant paysans que propriétaires terriens. Cela étant, ils estimaient que la famine offrait une occasion inespérée pour aligner le système agraire sur le modèle anglais.

En effet, elle permettait de procéder à un remembrement des terres, indispensable selon eux au développement économique irlandais, et de ce point de vue les expulsions, toujours plus nombreuses, et l'émigration de masse pouvaient être accueillies comme les prémices douloureuses mais nécessaires d'une refonte totale du système agraire.

Charité et religion

Il ne faudrait pas en conclure pour autant que tous les Britanniques furent indifférents au sort des Irlandais ou qu'ils approuvaient unanimement la politique du gouvernement. En 1847, la création d'une association de secours (*British Relief Association*) et la promulgation d'une journée nationale de jeûne en faveur de l'Irlande permit de récolter des sommes tout à fait conséquentes – près d'un demi-million de livres –, tant en Grande-Bretagne qu'à travers l'Empire, qui allégèrent quelque peu le fardeau des Irlandais ³. En effet, comme le gouvernement

³ Une livre à cette époque valait environ 86 € (valeur en 2009).

se refusait à verser davantage de fonds publics, ces fonds privés permirent notamment de financer une partie du programme de distribution de soupe au cours de l'été 1847.

Ce programme fut inspiré par l'action des quakers (*Society of Friends*), qui se mobilisèrent très rapidement, d'abord pour vérifier la situation sur place et la faire connaître en Grande-Bretagne, puis pour proposer diverses solutions à court et à moyen terme. Ils commencèrent par établir des points de distribution de soupe, mais ils cherchèrent aussi à donner aux Irlandais les moyens de se nourrir eux-mêmes : achat et distribution de matériel de pêche, d'outils agricoles, de marmites, de vêtements, de semis, etc. Ils activèrent également leur réseau aux Etats-Unis, qui se montra fort généreux, donnant plus de la moitié des deux cent mille livres collectées.

Autant l'action désintéressée des quakers leur valut une réelle gratitude et un profond respect de la part des Irlandais, autant les tentatives menées par certains protestants évangéliques pour convertir de pauvres catholiques en leur proposant de la nourriture, un logement, ou d'autres avantages matériels (*souperism*), ne furent guère concluantes, et contribuèrent à attiser les tensions religieuses.

Ce prosélytisme s'inscrit dans un contexte où la destruction des récoltes de pommes de terre était interprétée de manière unanime comme un châtement du ciel (*visitation by God*). En revanche, l'identification des causes du courroux divin fut beaucoup moins consensuelle. Pour les protestants les plus radicaux, l'Emancipation catholique de 1829 ou l'octroi d'une subvention gouvernementale plus importante au séminaire catholique de Maynooth par Robert Peel en 1845 ne pouvait que précipiter une telle catastrophe. Si les quakers leur rappelèrent qu'il était hasardeux de prétendre discerner les intentions du ciel, nombre de Britanniques virent dans la famine une condamnation de la paresse et de l'imprévoyance irlandaises.

Transformations sociales

Si l'on admet que la Grande Famine finit en 1851, force est de constater à quel point ses effets furent durables, notamment du point de vue de la démographie. L'exode de ces années difficiles, pendant lesquelles plus d'un million de personnes quittèrent l'île, contribua à consolider des filières d'émigration, depuis les lignes transatlantiques jusqu'aux communautés d'accueil à Boston, New York et Philadelphie. Mais si le départ d'Irlandais se perpétua plus d'un siècle durant, c'est aussi parce que la situation sociale en Irlande fut radicalement changée par la famine.

La leçon avait été bien apprise. Désormais, il fallait à tout prix rappeler les terres pour garantir la survie des familles. Les parents ne céderaient plus des parcelles de leur vivant pour doter leurs enfants, mais transmettraient leur exploitation entière à un seul des enfants, qui épouserait une autre héritière afin de fusionner leurs terres. Les noces ne pourraient avoir lieu qu'au décès des parents et seraient donc tardives. Si les Irlandais comptaient parmi les Européens qui se mariaient le plus tôt en 1845, ils faisaient partie des populations se mariant le plus tard à la veille de la Grande Guerre. Avant la famine, l'âge moyen au mariage était de 25 ans pour les hommes et de 21 pour les femmes ; en 1914, il était respectivement de 33 et de 28.

Les enfants non héritiers ne seraient pas oubliés pour autant, ils recevraient de quoi financer leur traversée de l'Atlantique par exemple. De fait, leurs perspectives professionnelles et sociales en Irlande étaient limitées. Au début des années 1840, le taux de personnes célibataires était de 20 % pour les hommes et de 18,5 % pour les femmes. A la fin des années 1860, ces taux étaient respectivement de 29,5 % et de 24,5 %. Le célibat était aussi la condition de tous ceux qui entrèrent en grand nombre dans les ordres après la Grande Famine – en 1900, l'on recensait 14 000 prêtres, moines et nonnes dans l'île.

Si le gaélique était déjà en perte de vitesse avant les années 1840, son déclin s'accéléra au cours de la Grande Famine. Ses locuteurs furent sur-représentés parmi les victimes, tandis que les candidats à l'émigration comprirent tout l'intérêt de l'anglais pour faciliter leur intégration aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne. De même, les enfants de fermiers prospères ne pouvaient espérer obtenir un poste au sein de l'Empire britannique que s'ils étaient anglophones.

L'Eglise catholique opta également pour l'anglais à cette époque, à la fois pour marginaliser la culture gaélique dont les traditions et les chansons anticléricales n'étaient pas toujours de son goût, et pour soutenir son rayonnement à travers le monde anglophone où elle accompagna les émigrants. L'Eglise catholique aux Etats-Unis fut ainsi rapidement dominée par le clergé irlandais, tandis que le catholicisme moribond en Angleterre et en Ecosse connut une véritable résurrection avec l'arrivée massive d'immigrants irlandais à partir de la fin des années 1840. L'Eglise catholique irlandaise connut ainsi une expansion tout à fait remarquable, comme en témoigne son influence lors du Concile Vatican I en 1870 : près de 30 % des 730 évêques présents étaient irlandais ou d'origine irlandaise.

Conclusion

Prise en main par l'archevêque Paul Cullen à partir de 1850, l'Eglise catholique irlandaise devint plus rigoriste et autoritaire que par le passé. Cela correspondait aux profonds changements sociaux de l'île, durement affectée par le traumatisme de la Grande Famine. Face à un événement aussi cauchemardesque, une certaine insouciance s'était dissipée, tandis que la jeunesse prenait le chemin de l'émigration.

Mais la diaspora irlandaise, notamment aux Etats-Unis, entretint la mémoire amère d'un exil contraint, dont elle rejetait la responsabilité sur le gouvernement britannique. Pour certains, tel John Mitchel, Londres avait même délibérément décimé la population irlandaise. Dès les années 1860, un mouvement nationaliste transatlantique – la Fraternité républicaine irlandaise (*Irish Republican Brotherhood*) – fut fondé. Si le soulèvement organisé en 1867 n'eut pas plus de succès que celui de la Jeune Irlande en 1848, son soutien à la Ligue agraire (*Land League*) contribua à l'obtention de réformes agraires majeures, qui culminèrent avec la loi Wyndham (1903) en une large redistribution des terres vers les paysans, désormais propriétaires.

Les succès de la Ligue agraire furent dus également au talent de Charles Stewart Parnell, qui en prit la direction en 1879. Mais de son point de vue, la mobilisation agraire n'était que le prélude à une vaste campagne en vue de l'autonomie législative (*home rule*) pour l'Irlande. Le gouvernement britannique s'avéra pourtant incapable de mettre en oeuvre ce programme : deux projets de loi en ce sens furent rejetés par le parlement en 1886 et 1893, tandis que la loi de 1912 se heurta à l'opposition des unionistes du nord-est de l'île et au début de la Grande Guerre.

Le lundi de Pâques 1916, une minorité de nationalistes radicaux tenta de forcer le destin par une insurrection, rapidement matée par l'Armée. La légitimité des républicains irlandais fut pourtant validée lors des élections de 1918, et la guerre d'indépendance qui s'ensuivit aboutit en 1921 à l'autonomie du sud de l'île, l'Etat libre d'Irlande (*Irish Free State*), qui devint une république indépendante en 1948.